
LA PRESSE FRANÇAISE ET LE CONGRÈS DE BERLIN

UDC 070(44):341.382(431.5)“1878”

DOI: <https://doi.org/10.22182/spm.spec2018.1>

Оригинални научни рад

Sacha Markovic*

Paris IV-Sorbonne, UFR Etudes slaves; Institut des sciences
sociales du politique de Nanterre

Сажетак

Уочи Берлинског конгреса Француска је била оптерећена поразом који јој је нанела Бизмаркова Немачка. Деликатну игру међународних односа, која је почивала на тајним преговорима, компликовала је појава јефтине штампе и утицај јавног мњења. Рат између Русије и Османског царства, који је започео у априлу 1877. године, а завршио се Сан Стефанском споразумом 5. марта 1878. године, а потом Берлинском конгресом, изазвао је антисловенску кампању у француској штампи. Под окриљем међународне кризе француска штампа гледа на Русију, а и шире на све хришћане и Словене на Балкану, као на главну претњу миру и европској безбедности. На страницама штампе „васкрсавају“ стереотипи о Балкану, ескалирају антисловенске тезе и долази до колективне медијске хистерије. Штампа критикује „русификацију“ Балкана, „словенско чишћење балканског подручја“, „српску и црногорску агресију“ против турске власти и становништва, наглашавају се „православна ревност“, „свесловенска дволичност“ у међународним преговорима и „страшно опасне амбиције Русије“. У раду се разматра страх од експанзије Русије и зашто је француска штампа постала заштитница Османског царства и писала о „православном словенском насиљу“ над Турцима и „муслиманском присуству“ на Балкану. Потписнице Париског уговора 1856. године оптужене

* markovic.sacha@orange.fr

су за напуштање Турске и штампа истиче потребу за „подизање гласа у име правде“, при чему не примећује одлучујућу улогу Француске у заштити права нација и мањина, укључујући и Јевреје на Балкану, као и у читавом Османском царству. Инсистирало се на предупређењу „балканских словенских национализма“, а запажа се и да ће од овог периода велике силе контролисати и ограничити национални покрет на Балкану. Мода *new journalism* очигледно није успела да олакша новинарима приступ тајној дипломатији, а у француској јавности ускраћивано је право балканским народима да постану праве нације у име мира, европске равнотеже и виших француских интереса. Јавно мњење остало је несвесно моралног и спољнополитичког препорода Француске, који ће јој ипак дати основу за политичко-културну превласт на Балкану, која ће свој зенит достићи после Првог светског рата.

Кључне речи: Берлински конгрес, француска штампа, дипломатија, јавно мњење, Балкан, Србија.

INTRODUCTION

La France arrive au Congrès de Berlin isolée, en position de faiblesse et recroquevillée sur son « recueillement ». Avec la défaite de 1871, Napoléon III cède la première place en Europe à Bismarck, la France s'efface derrière l'Allemagne qui naît à la faveur de sa victoire, forte de ses 39 millions d'habitants, de la vigueur de son économie, de l'efficacité de ses armes et surtout du sentiment de supériorité que ses victoires sur l'Autriche et la France lui ont donné. La politique extérieure de Bismarck ne va pas se priver d'exprimer la volonté de puissance de la jeune nation allemande, teintée de prudence opportuniste chaque fois que le pragmatisme le rendra nécessaire.

Certes, la France vaincue garde des atouts et connaît un réel relèvement. Tout d'abord, l'incontestable expansion économique française de la période impériale continue à porter ses fruits, la preuve en est administrée de manière éclatante par le paiement anticipé de l'indemnité de guerre des 5 milliards de francs, imposée par le traité de Francfort du 10 mai 1871. Selon Bismarck, la rude occupation de l'est de la France par l'armée allemande était un moyen de pression pour forcer la France à s'acquitter de sa dette. Or les emprunts internationaux émis en juin 1871 et juillet 1872 pour dégager les sommes nécessaires

sont souscrits très largement, non seulement par des Français agissant par patriotisme, mais surtout par des capitalistes français et étrangers rassurés par la richesse française et escomptant bien de copieux bénéfices sur les titres de 5%. Cette réponse enthousiaste des banques de Londres, Amsterdam, Bruxelles, mais aussi Vienne, Francfort et Berlin est bien la preuve d'une réelle confiance dans la force financière de la France et dans sa solvabilité hors de tout soupçon. Ces 5 milliards payés dès mars 1873 « mettant fin à l'occupation allemande en septembre 1873 » se révèlent même être une arme financière entre les mains de la Troisième République : en effet, ils amènent une spéculation effrénée en Allemagne au moment même d'un renversement conjoncturel dramatique, découvrant curieusement toute la vulnérabilité financière de l'Allemagne. En outre, les réseaux tissés avec l'étranger par les banques françaises à cette occasion seront souvent à l'origine de leurs activités externes, tout comme l'étranger aura retenu de cet épisode la puissance de l'accumulation nationale française : les appels au crédit français et donc l'opportunité d'accroître l'emprise financière française se multiplie en Europe, poursuivant en cela l'œuvre du Second Empire. Ensuite, le régime républicain peut compter sur un autre atout de taille : les Français sont unanimes pour accepter de supporter le rétablissement d'une armée solide. Royalistes et républicains sont d'accord pour instituer le service militaire obligatoire pour tous (loi de mai 1872), pour dégager les crédits nécessaires à l'exécution du système de fortifications en 1874, pour créer l'École de guerre en 1875. L'opinion publique témoigne d'un grand patriotisme consensuel, le redressement militaire paraît compris de chacun. Ce désir général de renouveau, après le choc de la défaite et de l'invasion, constitue une force potentielle pour les gouvernants, même si la sagesse diplomatique peut imposer d'en détourner le cours hors d'Europe. La presse française veut croire à cette régénération nécessaire et concentre le débat sur la posture internationale à adopter pour permettre à cette œuvre nationale sacrée de se réaliser. C'est à travers cette obsession du *statu quo* pacifique réparateur qu'elle lie les crises d'Orient depuis 1875. La *question d'Orient* la terrorise parce qu'elle menace cette paix salutaire. Gambetta, dans son discours d'Angers d'avril 1872, résume parfaitement cette quête du Graal exclusive : « Cette nation, qui a su sauver son honneur, saura reprendre véritablement le rang qui lui appartient dans le monde [...] ».

Il n'en demeure pas moins que le nouvel arbitre en Europe est désormais Bismarck et qu'il a bien l'intention de mettre cet avantage au service du gel des positions acquises par l'Allemagne sur le continent, se donnant pour premier objectif d'isoler la France en Europe pour empêcher la revanche. Elle apparaît bien démunie face aux ambitions bismarckienne de tenir le rôle central dans le concert européen restauré,

russes d'accéder à la Méditerranée en contrôlant les Détroits et les Balkans par l'entremise d'une grande Bulgarie, austro-hongroises de préserver son accès à Salonique et d'empêcher la mainmise des Slaves sur les Balkans et enfin, *last but not the least*, britannique de préserver son hégémonie planétaire et notamment en Méditerranée orientale et en Asie. Comme ce fut souvent le cas en pareil circonstances, la France se retranche alors sur l'Aventin des principes universels et devient l'incarnation allégorique des valeurs universelles des Lumières. Déjà dans les années 1770, aux lendemains du traité de Paris de février 1763 puis de la guerre russo-turque de 1768-1774 où le traité de Kutchuk-Kaïnardji (21 juillet 1774) consacra l'extension de la Russie vers la mer Noire et son avènement comme grande puissance internationale, Louis XVI et Vergennes considérèrent que la restauration de la grandeur française passait par le retour à un véritable équilibre européen, fondé sur la morale, l'équité et le respect des traités dont la France serait le défenseur. A la veille du Congrès de Berlin, la presse française retrouve les accents de la Constituante lorsque le 20 mai 1790 elle déclarait la paix au monde. Elle milite rageusement pour une sorte de *splendide recueillement*, à un moment où la combinaison du développement de l'instruction publique et de la presse à bon marché, conduisant à l'apparition d'une véritable opinion publique, compliquaient sensiblement le jeu délicat du Concert européen, qui reposait sur des négociations confidentielles peu compatibles avec la publicité.

L'OBSESSION DU *STATU QUO* PACIFIQUE

Une campagne antislave

La crise internationale ouverte par la guerre que la Russie engage contre l'empire ottoman en avril 1877, et qui se soldera par le traité de San Stefano du 5 mars 1878 puis par le traité de Berlin, déclenche une véritable campagne antislave dans la presse française, aux yeux de laquelle la Russie en tout premier lieu, les Slaves chrétiens des Balkans par extension, constituent la menace principale contre la paix et la sécurité européenne. On voit alors se déchaîner tous les stéréotypes et tous les fantasmes antislaves que véhicule alors la culture occidentale. Aux lendemains de la signature du traité de San Stefano, on peut lire dans *La République française* : « Que d'impossibilités dans le traité [de San Stefano] qui se prépare, que de prétentions abusives et qui blessent à la fois

la justice et le droit européen. [...] Que de faiblesse à l'égard de la race slave, de ses instincts exclusifs et violents. [...] les Slaves se sont immédiatement mis à l'œuvre [dans les territoires désormais contrôlés par eux] pour éliminer tous les éléments non-slaves, juifs et Grecs compris, dans ces territoires qu'ils veulent à eux tout entiers. [...] L'agrandissement de la Serbie, la russification des bouches du Danube, les trois ports donnés au Monténégro sur l'Adriatique, autant de points qui doivent soulever les justes objections [du monde occidental] et surtout de l'Autriche et de l'Italie »¹. Dans ces mois d'hystérie médiatique collective seront dénoncés pêle-mêle la « russification » et l'« absorption slave » des territoires conquis dans les Balkans, « les agressions serbe et monténégrine » contre l'empire ottoman, le « zèle orthodoxe » à l'œuvre dans cette entreprise, la « duplicité panslaviste » dans les négociations diplomatiques, les « ambitions si menaçantes de la Russie ».

Mais bien plus que tout le reste, c'est l'expansion de cette immense puissance perçue comme asiatique, la Russie, qui terrorise nos journalistes. Le 24 janvier 1878, *L'Illustration* titre avec gravité, « Les Russes ont passé les Balkans » et *La République française* d'ajouter : « Les Russes ont bien décidément franchi de nouveau les Balkans, et probablement pour de bon cette fois »². « Peut-on fermer les yeux à l'évidence ? Ne voit-on pas que la prolongation de cette guerre conduirait à la suppression de l'empire turc et à l'extermination de tout un peuple, et qu'une grande modification de la carte en Orient aurait tôt ou tard des conséquences fatales pour l'Europe occidentale ? »³. Face à l'effondrement turc et à la détermination russe, la presse française se résigne, désespérée : « [...] la Russie ne se laissera pas détourner du but vers lequel la poussent ses traditions de tous les temps et sa passion actuelle ; quelque chemin qu'elle prenne, elle compte, cette fois, y arriver. Etant à même d'annihiler la Turquie, elle n'a pas besoin de la détruire. Il lui suffit de fonder sa propre suprématie des deux côtés du Balkan, d'affermir ou de préparer sa domination exclusive dans la mer Noire, depuis les bouches du Danube jusqu'à Batoum et, pour compléter l'œuvre, de s'ouvrir une porte sur la mer Egée, par Salonique, et une porte sur l'Adriatique par quelque port accordé nominalement

1 *La République française*, 12 mars 1878, p. 2.

2 5 janvier 1878, p. 2.

3 *Ibidem*, 9 janvier 1878, p. 2.

au Montenegro. [...] Au début de la guerre, elle a pris prétexte de couvrir son agression des prétextes les plus chrétiens. [...] Aujourd'hui, l'Italie [...] est menacée de voir en face d'elle la Russie ou, ce qui est la même chose, le Montenegro s'étendre jusque sur l'Adriatique. [...] les résultats de tant d'indécisions, d'une crédulité si incroyable face à la ruse habituelle des Russes, d'une insouciance si prolongée, éclatent maintenant à tous les yeux avec une clarté sans nuage »⁴).

Face à cette « agression slave orthodoxe » des Turcs et plus largement des musulmans des Balkans, la presse française prend fait et cause pour l'empire ottoman. Elle dénonce l'abandon de la Turquie par les puissances signataires du traité de Paris de 1856, « élevant la voix pour faire entendre une simple protestation au nom du droit » et condamner cette « iniquité »⁵. Le *Petit Journal* déplore que tout soit permis avec les Turcs⁶. *La République française* se fait alors plus engagée : « La race musulmane seule soutient depuis dix-huit mois l'effroyable fardeau d'une lutte corps à corps avec un adversaire plus nombreux et plus puissant qu'elle. [C'est maintenant] qu'on verra ce que peuvent les exagérations littéraires sur les destinées des peuples »⁷. On va même en effet jusqu'à remettre en cause la véracité des exactions des supplétifs ottomans dans les Balkans : « Cette politique tâtonnante, ces irrésolutions dans les actes [...], on sait à qui et à quoi il faut les attribuer. C'est l'exagération ridicule des massacres de Bulgarie, à la veille de la guerre, [...] c'est l'agitation bulgarophile [...] qui lia les mains non seulement au cabinet anglais mais aussi à toutes les autres puissances dont l'appui était assuré [à l'empire ottoman]. [...] J'ai trouvé le paysan chrétien absolument à la même enseigne devant l'administration que le paysan turc ; la seule différence est que le bien être du Bulgare est incontestablement supérieur à celui du Turc, pour la raison que ce dernier a des devoirs envers l'Etat qui n'incombent pas aux chrétiens [...]. Je n'ai pu relever aucune preuve de despotisme systématique [...]. Les musulmans ont été calomniés, [...] ils ne sont pas plus féroces que nos occidentaux », et de conclure que si exactions il y a eu, elles ont été le fait des supplétifs circassiens, sans compter la culpabilité de la victime :

4 *Ibidem*, 6 mars 1878, p. 1, article daté du 5 mars.

5 *Le Temps*, 2 janvier 1878, p. 1.

6 2 janvier 1878, p. 2.

7 24 janvier 1878, p. 2.

« Encore, le manque de courage du paysan bulgare n'a-t-il pas peu contribué à encourager ces excès »⁸).

D'une façon plus générale, la réalité des populations slaves chrétiennes des Balkans est totalement occultée voire ignorée pendant tous ces longs mois de crise. A aucun moment on ne fait même allusion aux échecs du *Tanzimat*, au déclin dramatique de l'autorité centrale dans cette région laissant place à l'arbitraire despotique des seigneurs locaux ; presque jamais, sinon pour la comprendre, on ne dénonce la pression fiscale devenue insupportable. Pire encore, si on perçoit bien dans le Congrès de Berlin une résolution, temporaire du moins, de la crise balkanique commencée en 1875 avec l'insurrection des chrétiens de l'empire ottoman dans les Balkans et de la guerre russo-turque qui en fut la conséquence, on reste totalement insensible à l'évolution en profondeur des Balkans, au processus de libération accéléré des Slaves du joug ottoman, aux débuts des rivalités interslaves (Serbes et Monténégrins contre Bulgares), pourtant tragiques pour l'avenir. Alors que l'un des principaux axes du Congrès de Berlin consista précisément à tenir compte de l'évolution des réalités locales par la reconnaissance des indépendances complètes de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro, par l'engagement du processus d'indépendance de la Bulgarie sous la suzeraineté désormais théorique de La Porte et par l'acceptation de l'évolution historique progressive des Balkans entamée avec l'indépendance de la Grèce, la presse française reste surtout sensible à la disparition de la Turquie d'Europe. Elle retiendra du Congrès de Berlin que le mouvement des nationalités dans les Balkans doit être contrôlé et canalisé par les grandes puissances en fonction des intérêts supérieurs de ces dernières dans le cadre du concert européen. Dès le 24 janvier 1878, *La République française* considérait « que l'Angleterre [devait] arrêter les nationalités chrétiennes d'Orient sur la pente qui les mène indistinctement à l'absorption slave ». Elle ne s'associe pas à la prise en compte pourtant prudente et progressive des réalités nationales. Le 30 mars 1878, *Le Temps* assène : « Les Roumains, les Serbes, les Monténégrins et les Bulgares ne paraissent pas naturellement disposés à se défendre avec beaucoup de vigueur contre une prépondérance étrangère, ce sont des nationalités subalternes ». En revanche, elle souscrit de deux mains aux garanties en faveur des minorités contre les excès du nationalisme. De la même façon, l'aveuglement antirusse de nos journaux pousse les Français à passer sous silence les efforts déterminants du modéré Gortchakof pour contrôler l'excitation politico-religieuse panslaviste, arbitrer entre les réalités incontestables

8 24 janvier 1878, p. 2, article daté du 15 janvier.

du soulèvement balkanique face à l'aggravation du poids de la domination ottomane à la suite de l'échec des réformes impulsées à partir du Congrès de Paris (le *Tanzimat*), la défense des intérêts géopolitiques russes, le poids nouveau du panslavisme et le concert européen traditionnel. Efforts qui ont ramené Saint-Petersbourg dans le système de concertation multilatérale dont elle s'était écartée et ont montré que pour les Russes aussi la notion de communauté européenne était plus importante encore malgré tout qu'une solidarité raciale et religieuse particulière. Les Russes admettaient ainsi explicitement la nécessité d'un accord européen et reconnaissaient la nécessité absolue d'enrayer dès le début la montée d'une dangereuse opposition austro-russe. Ils avaient largement contribué à éviter qu'une guerre régionale ne dégénérât en conflit européen. La presse française sera *a fortiori* insensible à l'éloignement croissant entre la Russie et l'Allemagne, qui contribuera à détourner cette dernière vers l'Autriche-Hongrie, avec toutes les conséquences que l'on sait pour la suite.

Le recours à l'Angleterre

A ce point pétrie de la nécessité d'un recueillement neutraliste pour la France, la presse hexagonale se choisit le Royaume-Uni comme champion de la cause qu'elle défend. Exigeante et susceptible, elle vit son patriotisme par procuration au rythme des prouesses de son favori dont elle fustige à l'occasion les errements. Le 9 janvier 1878, *Le Petit Journal* accuse : « Assurément, les Turcs sont fondés à perdre patience, à se plaindre du manque de franchise ou de décision de la politique anglaise ». *La République française* se fait plus précise dans ses apostrophes du 24 janvier, désignant du doigt la campagne de dénonciation des « horreurs bulgares » menée par les sociétés évangéliques britanniques, à l'origine selon elle de cet abandon de l'empire ottoman et de la complaisance molle du cabinet de Saint-James à l'égard de la politique agressive russe : « C'est l'agitation bulgarophile anglaise qui détermina la Russie à diriger une nouvelle attaque contre l'empire turc » ; ou encore, le 28 février : « La Russie est aujourd'hui maîtresse de la mer Noire, des Détroits et peut-être même de la Méditerranée orientale. A qui la faute ? Nul ne sait mieux [...] que l'Angleterre. La Russie peut désormais tout ce qu'elle veut [...] ». Il n'en demeure pas moins que dans le même article l'Angleterre apparaît explicitement comme « le porte-étendard de la civilisation occidentale », dans une approche civilisationniste de l'affrontement Occident-Russie qui aurait pu inspirer Samuel Huntington.

Rappelons que la Turquie, vaincue en Europe et en Asie, n'a d'autre choix que de signer le traité très défavorable de San Stefano, le 3 mars 1878. Le cauchemar de l'Europe, des Britanniques en particulier, se renouvelle : la Russie est à Constantinople, en mesure de dicter ses conditions à la Turquie. Elle ne s'en prive pas, comme chacun le sait. Dans l'ivresse de la victoire, c'est la tendance dure, incarnée par Ignatief, l'ambassadeur russe à Constantinople, qui l'emporte momentanément sur les modérés conduits par Gortchakof. La situation est inacceptable pour la Grande-Bretagne en Asie, dans la mesure où l'annexion de Kars et des territoires situés au sud de cette ville coupe la grande route entre Erzeroum et la Perse, autrement dit l'axe terrestre principal du commerce entre l'Europe et les Indes. Plus inacceptable encore pour la Grande-Bretagne, la création d'une principauté autonome de Bulgarie qui s'étend au sud jusqu'à la mer Egée. A travers cette « Grande Bulgarie », qui sera évidemment sa cliente, la Russie, contournant les Détroits, aura accès à la Méditerranée. Quant à l'Autriche-Hongrie, elle ne peut que constater que la Russie a, en Bosnie-Herzégovine, ignoré l'accord qu'elle avait signé en mars 1877 avec elle, selon lequel, en cas de guerre russo-turque, la Russie laisserait l'Autriche occuper la Bosnie-Herzégovine pour prix de sa « neutralité bienveillante ». Elle s'engageait à ne pas porter les hostilités dans la partie occidentale des Balkans et à ne pas créer une « Grande Bulgarie ». Elle pouvait, en échange, annexer la partie de la Bessarabie qui lui a été prise en 1856. La Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie n'ont commencé à s'alarmer que lorsque les troupes russes se sont avancées en direction de Constantinople, après la chute de Plevna en décembre 1877, et se sont vraiment inquiétés lorsque les Russes ont investi Sofia le 3 janvier 1878 pour entrer à Andrinople, aux portes de Constantinople, le 20 janvier. Le 14 janvier, Lord Loftus, ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg, a remis à Gortchakof une note dans laquelle le gouvernement de Londres déclarait que tout traité entre la Porte et la Russie affecterait les traités de 1856 et de 1871 et qu'il devrait donc recueillir l'assentiment des puissances parties à ces traités. Derrière l'argument juridique, c'était une manière de dire clairement à la Russie qu'elle ne pourrait pas régler seule l'avenir des Balkans. Londres a répété les mêmes arguments à Paris, Vienne, Rome et Berlin. La réponse russe a été habile : tout ce qui portait sur des intérêts européens serait naturellement concerté avec les Européens. Toute la question était de savoir ce que l'on entendait par « intérêts européens ». Pour appuyer sa position, et soutenir la Turquie, le gouvernement britannique, le 15 février, a

fait pénétrer la flotte de Méditerranée dans la mer de Marmara. De son côté, l'Autriche-Hongrie n'a pas perdu de temps pour déclarer le 3 février que la meilleure manière d'amener une entente entre Européens était de réunir à Vienne une conférence des puissances signataires des traités de 1856 et de 1871. Début mars, à l'annonce du traité de San Stefano, la tension monte encore d'un cran entre la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie d'un côté et la Russie de l'autre. Le 17 mars, cependant, la Russie, où Gortchakof a repris la main, ouvre la perspective d'un congrès. Il accepte de communiquer aux autres puissances le texte du traité signé à San Stefano et reconnaît que chaque puissance aura, avant et pendant un éventuel congrès, toute liberté d'apprécier ce qui concerne les intérêts européens. Le front du refus austro-britannique a gagné : ce sera tout le traité et pas seulement ce qui concerne les intérêts européens qui sera soumis à examen devant un congrès. Dès l'instant où le Royaume-Uni sort de sa torpeur et procède à un revirement plus offensif de sa diplomatie, la presse française vibre à l'unisson de l'épreuve de force imposée à la Russie. Le 3 avril 1878, *La République française* se félicite de la fermeté du gouvernement britannique : « Ainsi l'attitude ferme et nette prise par le gouvernement britannique a eu ce premier et fort heureux résultat [...], l'Autriche va désormais marcher résolument dans la voie où l'Angleterre la précédée ». Le journal espère que désormais les Russes vont se montrer plus conciliants avec l'Angleterre, ne pouvant compter sur la neutralité de l'Autriche-Hongrie, et qu'ils vont accepter de soumettre au congrès le traité de San Stefano dans son ensemble. *Le Temps* exulte que la « politique des pourboires » ait trouvé ses limites : « Mais ce n'est pas seulement une fin de non-recevoir que M. Ignatieff va rapporter à Saint-Pétersbourg, c'est encore une déclaration formelle, de la part de l'Autriche, qu'elle ne consentira jamais à l'établissement d'un protectorat russe sur les Etats slaves [de] la péninsule balkanique, qu'elle réclame pour elle-même des moyens efficaces d'influence et d'action [dans les Balkans]. Nous ne saurions qu'applaudir à cette nouvelle attitude de l'Autriche et nous pensons que plus cette attitude sera nette et franche et plus la Russie hésitera à troubler par une obstination coupable la paix de l'Europe »⁹. Dans cette confrontation diplomatique anglo-russe musclée, toute la presse française attend le salut de l'Europe d'une médiation allemande. La France n'est quasiment pas évoquée, pas même dans les journaux les plus cocardiens (*Le Gaulois*, *La Défense*, *La Revue de France*, *La Gazette de France*, *Le Français*) ; elle

9 5 avril 1878, p. 2.

paraît totalement absente, personne ne semble considérer que l'on puisse attendre d'elle une influence déterminante. Le 24 avril, *Le Petit Journal* précise : « Le Montenegro et la Serbie ne peuvent recevoir certains agrandissements sans que la monarchie austro-hongroise ne soit menacée de dislocation ». Le 3 juin, *La République française* comprend parfaitement que le comte Andrassy veuille avoir un droit de regard sur les extensions des pays balkaniques et s'y opposer le cas échéant si elles lui semblent mettre en péril les intérêts de l'Autriche.

POUR UN *SPLENDIDE RECUEILLEMENT* ET UN RETOUR DE LA FRANCE DANS LE CONCERT EUROPÉEN

Le contexte intérieur français

Dès les lendemains de la défaite de Sedan (2 septembre 1870), politique extérieure et politique intérieure sont indissociables : les royalistes français sont alors défenseurs de la paix et les républicains, inspirés par Gambetta, apparaissent comme champions de la défense nationale et de la revanche. Toutefois, la tournée des capitales faite par Thiers au nom du gouvernement provisoire, pendant l'automne 1870, finit de convaincre tous les hommes politiques français que la résignation était nécessaire, du moins pour le moment. Aucune puissance n'avait en effet accepté de soutenir la France dans son conflit contre la Prusse. La Commune de Paris (mars-mai 1871) a en outre largement contribué à faire apparaître la France comme à nouveau hantée par les démons révolutionnaires. Choisir la république, même conservatrice, semblait dès lors conforter le caractère infréquentable, dangereux et perturbateur de la France aux yeux des États conservateurs. Pour la respectabilité et le renom de la France, une France royaliste, pacifique, aurait mieux convenu – n'oublions pas qu'à l'époque, il n'existe pas de régime républicain en Europe. Les hommes politiques français, tous parfaitement conscients de cette situation, vont s'efforcer d'insister sur les aspects conservateurs, défenseur de l'ordre et de la morale chrétienne du régime intermédiaire qui dirige la France jusqu'en 1877. Cette *ambition*

d'honorabilité va marquer toute la politique extérieure française jusqu'au Congrès de Berlin au moins, allant même jusqu'à sécréter un personnel diplomatique à son image : il faut retrouver coûte que coûte une place dans le concert des grandes puissances et faire oublier la mentalité révolutionnaire française. La possibilité sérieuse, jusqu'en 1877, d'une restauration monarchique qui rendrait Paris de nouveau capable de conclure des alliances en Europe et de suivre un programme clérical susceptible de renforcer l'influence du catholicisme international, menaçant pour l'unité allemande encore fragile, pousse Bismarck soutenir en sous-main les républicains contre les royalistes, et ce dès la présidence de Thiers. Pour la presse française, le Congrès de Berlin marque un véritable retour dans le circuit international, à la table des grands. La France recouvre toute sa respectabilité. On perçoit une véritable émotion unanime et consensuelle, que traduit parfaitement *La République française* : « [Nous nous félicitons] de l'accueil qui a été fait aux plénipotentiaires de la République, de la considération qu'on leur témoigne, des honneurs qui leur sont rendus, du crédit qu'on leur accorde, de l'autorité et du prestige qu'on se plaît à leur reconnaître. [...] On observe même une certaine nuance de faveur dans les attentions dont les représentants de la France sont l'objet. [...] et pourquoi dissimulerions-nous la satisfaction que cette faveur nous cause ? »¹⁰.

La nécessité du splendide recueillement

Cette quête de respectabilité conduit la presse française à proposer différentes doctrines de politique étrangère mais la posture qui semble rencontrer l'assentiment explicite des uns, plus honteux mais néanmoins résolu des autres, est celle d'un *splendide recueillement* qui verrait la France neutre et pacifique reprendre le rôle très universaliste de défenseur de la paix et du droit international, voire même du Droit et de la Justice, au mieux par la seule médiation diplomatique bienveillante, lorsque ça n'est pas à l'abri d'un attentisme détaché. Tous se rappelle que la France est restée seule face à la Prusse, lâchée de tous. Le ressentiment suinte à travers l'indifférence forcée. Le 7 mars, *La République* estime que « les devoirs de réserve et de prudence qui nous sont imposés par nos malheurs peuvent se concilier avec une ligne de conduite nettement accusée [...]. On peut affirmer que les inspirations de la prudence la plus timorée se concilient avec les intimes

10 17 juin, éditorial daté du 16 juin, p. 1.

susceptibilités du patriotisme. [...] La France doit être le droit opposé à la force, l'espérance et la réserve de l'avenir ». En somme, l'essentiel de la presse française considère que la France est placée dans une situation qui lui impose de se tenir à l'écart des affaires internationales où l'intérêt national n'est pas atteint directement. *Le Temps* ajoute le 18 avril : « Nous avons dit, et nous sommes prêts à dire encore, que la France doit rester neutre, éloignée de cette lutte dans laquelle ni son honneur ni le soin de sa sécurité ne lui commandent de proposer son arbitrage. La France travaille à son relèvement ; elle devra travailler longtemps encore à cette œuvre pacifique. Non seulement nous voulons demeurer nous-mêmes en paix mais nous désirons la paix pour toutes les nations de l'Occident et de l'Orient ». Le 19 avril, *La République française* se montre plus explicite encore : « Maintenant nous sommes des spectateurs. Justement parce que nous voyons notre pays en dehors de l'action [...], résolu à nous tenir dans ce rôle de spectateurs, nous pouvons élever la voix au nom du droit, au nom de la morale, au nom de la justice. Nous traduisons le sentiment public. [...] au-dessus des jeux de la force, il existe quelque chose de supérieur dont les vainqueurs auraient tort de ne pas s'occuper, même quand la France, volontairement absente, se recueille et s'éloigne ».

UNE PERCEPTION JUSTE DU CONCERT EURO-PÉEN DÉGRADÉ

Les prémices de la dégradation du concert européen et de l'apparition du système des alliances

Depuis 1875, Bismarck cherche à reconstituer un nouveau Concert européen. Il s'agit désormais de défendre et de stabiliser la situation acquise. Il sait que l'Allemagne occupe la première place en Europe sur le plan géostratégique et militaire et que son développement économique prend son essor. Il veut faire du Reich le centre diplomatique du nouvel équilibre européen pour contrer toute velléité française de revanche. En fait, il veut restaurer le Concert européen, notamment en organisant le Congrès de Berlin, mais en faisant jouer à l'Allemagne le rôle central qui

incombait auparavant à l'Autriche et à la Grande-Bretagne. Il va mettre en place une sorte de « Concert européen dégradée »¹¹, reposant sur deux alliances en confrontation, autrement dit sur une division profonde, probablement à cause de son « cauchemar des coalitions » et de son obsession d'une revanche française. Au Congrès de Berlin, Bismarck évite certes un conflit anglo-russe à propos de la Turquie mais la Russie, largement frustrée de sa victoire sur cette dernière dans les Balkans, commence à se détourner de Berlin. D'ailleurs, pendant toute la crise Bismarck n'a cessé de se rapprocher de l'Autriche et à choisir cette dernière contre la Russie, avec d'énormes conséquences pour les Balkans, qui iront grandissant jusqu'au désastre de 1914. On voit les prémices des futures divisions européennes qui se solderont par le système des alliances. La presse française sent bien intuitivement que ce Concert européen d'après 1871 repose de moins en moins sur des valeurs partagées et de plus en plus sur de simples équilibres mécaniques et sur une habileté diplomatique qui ne se nourrissait plus guère du sentiment d'une communauté européenne de valeurs – comment ne pas se rappeler que Bismarck ne cessait de répéter « Celui qui parle d'Europe se trompe. Notion géographique... fiction insoutenable ». La presse française s'en fait l'écho dès le mois de mars : « Mais où est l'Europe aujourd'hui ? Où est l'intérêt général, où est l'idée commune, où est le système politique, le lien qui rattache les unes aux autres les diverses puissances [...] ? »¹². Le 5 juillet, *Le Journal des Débats* se désespère : « [...] nous ne pouvons dissimuler l'impression de tristesse que produit sur nous ce qui se passe à Berlin. Lorsque les représentants des grandes puissances se sont réunis, ils avaient pris pour base de leurs délibérations les traités de 1856 et de 1871 ; aujourd'hui, de ces contrats internationaux il ne reste plus rien. [...] L'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman, qui étaient garanties par l'Europe, ont reçu une atteinte profonde dont la Turquie risque de ne se relever jamais. [...] les arrangements [que le Congrès] décide en ce moment auront-ils la durée que l'on est en droit d'espérer ? ». Le sentiment général est que le Congrès porte le trouble dans l'équilibre européen et modifie sensiblement la situation des puissances. On s'émeut enfin des avantages obtenus

11 L'expression est de Georges-Henri SOUTOU, *L'Europe de 1815 à nos jours. 1871-1890 : l'apogée de l'Europe. Essai de synthèse comparative*, Paris, PUF Nouvelle Clio, 2007, p. 116.

12 *La République française*, 1^{er} mars 1878, éditorial daté du 28 février, p. 1.

par l'Autriche et on se désespère de ceux gardés par la Russie : « [...] l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine [...] n'est en réalité qu'une annexion plus ou moins bien dissimulée »¹³). A propos de la rétrocession de la Bessarabie à la Russie : « [...] ce n'est pas sans une certaine émotion que nous constatons qu'aucune des puissances qui pouvaient utilement prendre la défense du droit menacé n'a élevé la voix en faveur du faible. [...] un acte de spoliation contre lequel proteste la conscience universelle. [...] Les gouvernements de liberté, ceux qui s'appuient sur le respect du droit et sur l'opinion publique, ne devaient pas sanctionner une mesure par laquelle un aéropage, fût-il aussi imposant que celui de Berlin, dispose d'un peuple sans le consulter. [...] Nous aurions aimé entendre une voix s'élever [...] pour protéger les droits des faibles. Nous avons le regret de constater que cette voix est restée muette et, au grand détriment de la justice commune, à celui de l'œuvre du Congrès et de sa durée, un acte d'iniquité et d'imprévoyance a été consommé »¹⁴). On atteint des sommets d'indignation et de dépit lorsque la presse française apprend l'existence de la convention anglo-turque de Constantinople du 4 juin, par laquelle la Grande-Bretagne occupe Chypre et instaure son protectorat sur la Turquie asiatique. On a le sentiment que cet accord finit d'ébranler totalement l'esprit du congrès, la notion même de « solution européenne », et renvoie à la politique du chacun pour soi, avec des intérêts complètement divergents, exclusivement nationaux. On considère que cette convention discrédite et délégitime complètement le droit de regard européen sur le traité de San Stefano, puisque c'est du pareil au même : un traité bilatéral séparé dans la plus pure tradition de la diplomatie secrète. Alors qu'en février elle voulait encore y croire, le 15 juillet même la *Revue des Deux Mondes* se montre désabusée et analyse avec pessimisme les conséquences sur le long terme que recèle le traité : « Si cette œuvre de Berlin répond à un sentiment assez universel en donnant la paix du moment, elle laisse d'un autre côté une vive, une indéfinissable impression de doute et de déception. [...] Dans ce congrès de Berlin, il a pu être question quelquefois, par une sorte de tradition, des intérêts généraux de l'Europe mais la parole a été avant tout aux intérêts russes, aux intérêts autrichiens, aux intérêts anglais qui ne se sont entendus que pour chercher tour à tour une satisfaction ou une garantie

13 *Le Temps*, 15-17 juillet, p. 2.

14 *Le Journal des Débats*, 17 juillet 1878, p. 1.

dans la dissolution d'un empire. [...] Que la dernière guerre soit finie, que la question d'Orient puisse être mise pour quelque temps en réserve, c'est possible ; elle n'est point certainement résolue et elle ne peut pas l'être par un acte de diplomatie conçu de telle façon à mettre en présence tant d'intérêts rivaux sans les concilier sérieusement. [...] Entre les grandes puissances, Europe comme en Asie, l'état d'observation et de défi est désormais avoué. [...] Au fond, le Congrès de Berlin reste ce qu'il est, le congrès d'un partage commencé, des annexions déguisées, des conquêtes sanctionnées, des compétitions organisées autour de la succession de "l'homme malade" ». Dans le monde de la presse, le sentiment l'emporte que c'est bien l'intérêt de trois grandes puissances qui a primé. Depuis la guerre de Crimée et le Congrès de Paris, l'ordre européen avait déjà subi de graves atteintes mais c'était au nom des aspirations des peuples et surtout pour jeter les bases d'une nouvelle paix sur le continent. Cette fois, c'est d'un partage des dépouilles de l'Empire ottoman dont il s'agit. Non pas que les journalistes français soient particulièrement gênés qu'on ne fasse pas grand cas des vœux des peuples intéressés _ seuls les Roumains et les Grecs les émeuvent, le fait que Serbes, Monténégrins et Bulgares ne puissent même pas être auditeurs les laisse froids _, mais ils craignent explicitement que la paix soit ainsi menacée.

Rejet des nationalismes ethniques et protection des minorités

Ce retour en force de la rivalité multiséculaire franco-anglaise et le ressentiment obsessionnel à l'égard des Russes en particulier, des Slaves en général, masque tout de même aux yeux de la presse française que l'un des grands mérites de la France à ce congrès a peut-être été de contribuer largement à garantir les droits des nationalités et surtout des minorités : l'Acte de Berlin garantit les droits civils et politiques des minorités des Balkans _ dont les Juifs _ et de toutes les minorités de l'Empire ottoman. Ces dispositions seront plus ou moins respectées mais elles introduisaient dans le droit public européen une innovation que l'on retrouvera en 1919. Il en ressort, pour le plus grand bonheur de la presse française, que le mouvement des nationalités doit être contrôlé et canalisé par les grandes puissances, en fonction des intérêts supérieurs des grands mais aussi, à son grand dam, d'une

prise en compte prudente et progressive des réalités nationales, accompagnées de garanties en faveur des minorités contre les excès du nationalisme _ la presse française s'insurgeant surtout contre les excès des nationalismes slaves balkaniques. Le principe fondamental du Congrès de Berlin n'est donc pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais la reconnaissance des Nations par l'Europe. La Nation y a été considérée comme une construction progressive, à la fois historique, politique et culturelle, inscrite dans un cadre européen, non pas comme l'expression absolue d'une appartenance religieuse ou ethnique en tant que telle. Dans ce contexte, elle n'est pas incompatible avec le maintien des équilibres mécaniques et organiques du Concert européen. C'est cette compatibilité que la France a défendu à Berlin et qui sera remise en question après, sans que la presse ne le comprenne aucunement. L'opinion publique du berceau de l'Etat-nation refusait obstinément aux nationalités slaves balkaniques le droit de devenir des Nations à part entière, au nom de la paix, de l'équilibre européen et des intérêts supérieurs de la France. Elle restait du même coup insensible à la renaissance morale et politique internationale de la France, qui à terme lui donnera ce magister politico-culturel si puissant dans les Balkans après la Première Guerre mondiale.

CONCLUSION

A partir de 1871, on assiste à la mise en place d'un nouveau système international : on reste toujours dans le cadre du Concert européen, même si c'est maintenant un Concert d'Etats-nations, après le choc des unifications allemande et italienne, mais avec une évolution profonde : l'émergence d'une prédominance allemande et la formation d'un groupe de pays autour de l'Allemagne. Cela commence à corrompre le système, avec la formation d'alliances permanentes dès le temps de paix contre un adversaire potentiel, tout à fait contraires à l'esprit du Concert européen, multilatéral et non exclusif. Bismarck est le véritable responsable de l'introduction des alliances permanentes du temps de paix, qui ont corrompu le Concert européen et divisé le continent : c'était un point essentiel, un tabou dont tous les contemporains étaient conscients, parce que les alliances permanentes étaient tout à fait contraires à l'esprit de collaboration entre les grandes puissances qui était à la base du Concert européen et qu'elles compromettaient le multilatéralisme sur lequel reposait le système et sa signification même. La notion d'équilibre des avantages à remporter dans une région donnée, ici les Balkans, se substituait à la notion

d'équilibre entre l'ensemble des grandes puissances qui caractérisait auparavant le Concert européen. Néanmoins, tout en se transformant, le Concert subsiste et se montre toujours capable d'éviter, de limiter ou de circonscrire les crises internationales. Le Congrès de Berlin en est un exemple parfait. Il fut clairement dominé par la défense des intérêts des grandes puissances, qu'il s'agissait de concilier vaille que vaille afin d'éviter que la crise locale ne dégénère en crise européenne. L'Autriche voulait en effet faire progresser son influence en direction de Salonique, tandis que la Russie, se considérant comme la protectrice de tous les orthodoxes des Balkans, comptait sur la « Grande Bulgarie », qui eût été le pilier de son action dans la région. En revanche, le Royaume-Uni voulait avant tout maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, afin d'éviter qu'une autre puissance européenne ne s'empare de points stratégiques essentiels à la défense de la route des Indes et au contrôle de la Méditerranée orientale. Les ambitions nationales et les appétits des Puissances se manifestèrent crûment et ne furent tempérés que par la nécessité reconnue du maintien d'un certain équilibre.

Par la force des choses, la France se présente au congrès de Berlin en spectatrice en quelque sorte. La presse nationale lui assigne la tâche de sauver la paix sans jamais se départir d'une attitude de neutralité prudente et soucieuse de l'équilibre européen. Elle réussit néanmoins à jouer un rôle non négligeable de médiation et à se réinsérer dans le concert des grandes puissances, se rapprochant à l'occasion du Reich. L'année précédente déjà, Bismarck avait discrètement mais efficacement soutenu les dirigeants républicains dans la crise du 16 mai, et à Berlin il leur fit miroiter le soutien de l'Allemagne pour une politique d'expansion coloniale. Paris allait mettre la Revanche entre parenthèses, ce qui convenait à la fois à Bismarck et au personnel républicain opportuniste, qui, à la différence de la période de Défense nationale en 1870-1871, avait pris conscience du fait que la paix était une condition essentielle de légitimation de la République, et que toute agitation nationaliste ou guerrière risquait de profiter d'abord aux forces opposées à la République. Dans les affaires franco-allemandes, politique intérieure et politique extérieure françaises étaient indissociablement entremêlées.

Mais le Congrès de Berlin tint également compte de l'évolution des réalités locales et permit la poursuite de l'évolution progressive des Balkans, entamée avec l'indépendance de la Grèce. Enfin, le Congrès de Berlin reconnut la notion d'une garantie de l'Europe pour les minorités. Deux axes essentiels du congrès qui échappèrent pour l'essentiel à la presse française, trop occupée à dénoncer les égoïsmes nationaux et à prôner le *statu quo*. La vogue du *new journalism* ne permettait manifestement pas encore de pénétrer les arcanes de la diplomatie

et avait pour effet pervers de donner une importance croissante à l'immédiateté de l'actualité au détriment de la profondeur de l'analyse.

BIBLIOGRAPHIE

La République française, 5 janvier 1878, p. 2.

La République française, 9 janvier 1878, p. 2.

La République française, 24 janvier 1878, p. 2.

La République française, 1 mars 1878, p. 1.

La République française, 6 mars 1878, p. 1.

La République française, 12 mars 1878, p. 2.

La République française, 17 juin, éditorial daté du 16 juin, p. 1.

Le Journal des Débats, 17 juillet 1878, p. 1.

Le Petit journal, 2 janvier 1878, p. 2.

Le Temps, 2 janvier 1878, p. 1.

Le Temps, 5 avril 1878, p. 2.

Le Temps, 15-17 juillet, p. 2.

Soutou, Georges-Henri, *L'Europe de 1815 à nos jours. 1871-1890 : l'apogée de l'Europe. Essai de synthèse comparative*, Paris, PUF Nouvelle Clio, 2007.

* Овај рад је примљен 23.09.2018. године а прихваћен за објављивање 31.10.2018. године.